



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

Rapport d'Antonio Sanchez Secrétaire National, au Bureau National du 22 février 2017

La période électorale démontre clairement les enjeux de classe qu'elle recouvre.

La multitude de candidats déclarés, ceux encore à venir, fait état des difficultés de la bourgeoisie à trouver la relève à la politique du capital.

Nous l'avons noté à plusieurs reprises, le profond mécontentement dû à la politique menée depuis des années, les luttes des travailleurs, les taux d'abstention relevés lors des élections sont un vrai problème pour le capital. Comment trouver un candidat susceptible de mener une politique répondant aux exigences du capital avec sa recherche permanente d'accumulation toujours plus forte de profit avec son lot de conséquences sociales qu'il est obligé d'aggraver pour y parvenir ?

L'équation n'est pas si facile à résoudre d'autant plus qu'elle comporte plusieurs inconnues.

- Comment va se traduire le mécontentement ?

La lutte contre la loi El Khomri, les luttes actuelles notamment sur les salaires et l'emploi montrent que les travailleurs ne se laissent pas faire malgré les obstacles et les freins à l'action de toute sorte

développés par des confédérations syndicales comme la CFDT et la répression syndicale.

La principale crainte du patronat c'est le développement des luttes sociales car il sait que c'est le seul et unique moyen pour stopper ses exigences.

- Ce mécontentement social dû à la suppression successive d'acquis sociaux, de droits élémentaires d'accès aux services publics, de pressions continuelles sur le pouvoir d'achat par ce qu'ils appellent « la baisse du coût du travail », se traduit par les luttes mais également par un rejet politique, c'est ce qu'on constate au travers des chiffres de l'abstention lors des élections.

- Pour parvenir à poursuivre cette politique, le capital a besoin de construire une nouvelle équipe à son entier service. On constate d'ailleurs que les gouvernements mis en place sont de plus en plus éphémères, très rapidement contestés et usés par la politique qu'ils appliquent.

Il lui faut donc donner une « image nouvelle » pour appliquer la même politique d'autant plus que le capital a besoin d'accélérer les mesures qu'il préconise pour accumuler toujours plus de profits. On le voit avec le programme présenté par le Medef à l'occasion des élections.

Donner cette image nouvelle, créer des illusions, c'est l'objet de la multitude de candidats à l'élection Présidentielle, chacun a « ses solutions » sans sortir du cadre du capital, ce n'est pas un exercice facile.

La propagande capitaliste joue à plein le rôle idéologique indispensable pour détourner, dévoyer le débat politique, pourvu qu'on reste dans le cadre fixé.

Les partis politiques sont le relais de cette politique, aucun de la remet en cause nous le savons mais des illusions persistent.

Dans cette bataille politique, le Front National compte les points. Les médias qui font sa promotion mettent en avant la possibilité pour ce parti de prendre le pouvoir.

Tous les sondages placent le Front National au deuxième tour, la possibilité de gagner les élections est de plus en plus évoquée et déjà des appels à l'union nationale sont lancés pour faire face à cette éventualité déjà utilisée en 2002.

Comme on le voit, toute la campagne actuelle consiste à enfermer le débat pour qu'il n'en sorte rien, sinon une austérité renforcée et de nouveaux coups portés contre les travailleurs.

Nous ne sommes pas au bout de nos surprises, tout est utilisé pour éviter le vrai débat sur les causes des difficultés économiques et sociales. Le Front National qui est présenté aujourd'hui comme un parti de pouvoir et qui se présente lui-même comme « le parti du peuple et des travailleurs » est de plus en plus le parti d'une relève possible pour le capital.

La droite et ses alliés, le Parti Socialiste et les siens restent aujourd'hui les fers de lance du capital mais le recours au Front National est de plus en plus à l'ordre du jour.

L'opération Macron consiste à donner cette « nouvelle image de la politique » moderne, jeune, différente etc. pour satisfaire les appétits de la grande bourgeoisie. Macron est lui aussi un recours possible, cela suscite quelques convoitises de la part de Bayrou qui rejoint Macron, ancien dirigeant de la Banque Rothchild.

Mélenchon et son allié du Parti Communiste Français (qui fait face à un mécontentement grandissant dans ses rangs), tient de grands et longs discours pour présenter son programme dont on voit mieux la finalité : ne pas toucher aux fondements du capitalisme, le rendre plus acceptable mais incontournable. Il suffit d'examiner les propositions contenues dans son programme pour s'en convaincre.

À la question d'un journaliste sur la radio RTL, Éric Coquerel numéro deux de la « France insoumise » de Mélenchon, est interrogé sur la proposition phare du programme de Mélenchon, Coquerel répond sans hésiter : « la sixième république ». Changer les institutions serait ainsi la panacée pour changer de société. Le pouvoir du peuple ne peut être que l'œuvre du peuple lui-même.

Ce petit tour rapide sur l'actualité politique confirme bien que quels que soient les partis ou le nombre de candidats, personne ne remet

en cause le capitalisme en tant que système politique. Tous veulent soit le « développer », soit « l'aménager », disons-le, répétons-le, démontrons-le à chaque occasion qui nous est donnée.

S'il fallait une démonstration supplémentaire, c'est le silence pesant observé par tous les candidats sur les profits capitalistes, ces masses énormes d'argent détournées par le capital, qui pourraient être utilisées pour satisfaire les revendications, les besoins sociaux considérables à résoudre.

Un seul exemple : le débat sur l'assurance-maladie, le rôle des mutuelles santé. Tous les candidats ont défilé devant les représentants de la Mutualité française et tous ont fait des propositions notamment sur le remboursement des lunettes, des soins dentaires, de la prise en charge de la dépendance, tous ont fait des propositions de financement de ces mesures en prônant de « nouvelles économies » aucun n'a parlé des profits pour les financer.

C'est normal parce que lorsque l'on s'attaque au profit on s'attaque au capital et aucun ne se présente pour cela.

L'idée du partage des richesses n'a même pas été évoquée, c'est tout dire...!

Nos propositions prennent donc tout leur sens dans cette campagne politique.

Oui l'argent existe pour satisfaire les besoins sociaux, il faut que l'on rappelle les chiffres :

- 2185 milliards de richesses ont été créés en 2016 en France,
- Les 20 premières multinationales françaises ont réalisé un chiffre d'affaires de 1250 milliards en 2016,
- Les entreprises du CAC 40 ont engrangé 85 milliards de profits en 2016, 56 milliards d'étés versés aux actionnaires,
- 275 milliards d'exonérations fiscales et sociales ont été attribuées aux entreprises,
- La fraude fiscale organisée permet d'échapper à l'impôt, cela représente 80 milliards par an en France
- 44 milliards par an sont dépensés pour faire la guerre, le budget de la défense augmente, le gouvernement prévoit de porter ce budget à 2 % du produit intérieur brut français.

- Et s'il fallait en rajouter :
- La capitalisation boursière de Paris s'élève à 1362 milliards (chiffre du 11 janvier 2017) soit trois fois le budget de l'État (368 milliards).

De ces chiffres, personne ne parle, aucun candidat ne met en avant les énormes moyens accaparés par le capital au détriment des besoins sociaux à satisfaire.

À nous de le faire à toutes occasions, mais ce n'est pas suffisant. Il faut dire comment faire pour que ces moyens soient utilisés par le peuple, comment faire pour que ces richesses lui reviennent ?

Il ne se passera rien sans lutte.

La lutte est la condition essentielle pour prendre ces richesses au capital. La source unique du profit, c'est l'exploitation du travail. Il est donc indispensable que les travailleurs par la lutte s'approprient et maîtrisent les moyens de production et les moyens d'échange. C'est primordial, nous le savons mais là aussi il faut le répéter sans retenue d'autant que nous sommes de plus en plus écoutés lorsque nous développons ces idées.

Chasser le capital, c'est lui prendre par la lutte ses moyens d'existence.

Soyons plus clair également sur la question des luttes.

Les luttes revendicatives sont indispensables pour faire reculer le capital et satisfaire les revendications, mais le capital n'a jamais disparu, il s'adapte en fonction des rapports de force.

La lutte politique est essentielle pour chasser le capital, lui prendre le pouvoir pour construire une société socialiste dirigée par le peuple pour le peuple.

Nous avons besoin de nous expliquer sur cette question. De tous les candidats aux élections, aucun ne l'aborde (et pour cause) elle est pourtant la condition centrale pour un changement de société.

Notre conception de l'union.

Il n'est pas question pour ce qui nous concerne de nous allier à tel ou tel autre parti politique pour donner l'illusion d'être plus fort et pour ne rien changer, nous en avons vécu l'expérience. L'union ne

peut être que le rassemblement des travailleurs et du peuple autour d'un objectif commun : organiser la lutte quotidienne jusqu'à l'abolition du capital et la construction d'une société socialiste.

Nous avons beaucoup à débattre, mais nous avons des arguments de poids pour aller au débat. Nous serons les seuls à les développer, tant sur les questions nationales qu'internationales, d'autant que la casse de l'industrie continue, que l'agriculture française est dépecée, que les salaires sont bloqués, les pensions les allocations sociales également, chacun a pu entendre les propositions des partis sur la santé, le logement, le chômage. Tous se dirigent vers une austérité renforcée.

Sur les questions internationales, qui sont très liées aux questions nationales, c'est la même chose. Les impérialismes s'affrontent, la concurrence internationale entre multinationales, les tensions entre grandes puissances dont les budgets militaires explosent génèrent des guerres qui peuvent se généraliser.

Tout cela au nom du profit, au détriment des peuples qui sont massacrés, déplacés, et qui sont utilisés par ces mêmes grandes puissances pour réprimer, restreindre les libertés dans les pays dirigés par les états agresseurs, au nom de la lutte contre le terrorisme.

En France, la répression se fait de plus en plus dure, les syndicalistes sont pourchassés, condamnés à de la prison ferme parce qu'ils luttent, les jeunes des quartiers populaires où le chômage atteint 45 % sont violemment et de plus en plus souvent agressés sans aucune raison.

Cette violence d'État, cette répression vise à intimider, elle a toujours été utilisée en tout temps pour annihiler toute forme de révolte.

Comme on le voit, le capital dispose d'outils à son service : un appareil d'État, une propagande dirigée par les multinationales, un appareil répressif pour imposer sa politique. C'est à cela que nous nous attaquons, et lorsque nous parlons de lutte pour changer de société, soyons clairs sur les moyens à mettre en œuvre.

Il faut un parti révolutionnaire fort et influent, c'est le but que nous poursuivons.

Notre développement ne dépend que de notre action, de notre activité dans les départements, de nos rencontres aux portes des usines, de notre présence dans les luttes avec les travailleurs, des débats que nous pouvons avoir dans les réunions publiques etc., bref tout dépend de notre travail militant.

L'actualité politique, les échéances électorales nous permettent d'avoir une activité plus soutenue mais il faut gagner en régularité dans nos initiatives, multiplier les rencontres, les débats partout où nous sommes et où nous pouvons être. C'est indispensable pour renforcer notre parti, lui donner une autre dimension. Posons partout la question des moyens financiers.

Nous sommes je l'ai déjà dit, mieux écoutés, appréciés, nous nous renforçons, nous sommes de plus en plus interrogés sur des questions ou des aspects liés à notre politique, c'est nouveau et très intéressant, nous allons répondre aux interrogations qui nous sont posées.

Nous avons donc beaucoup de travail, l'élection présidentielle nous permet de mieux préparer les élections législatives. Le secrétariat va vous faire part d'une première approche des candidatures dans les circonscriptions afin de ne pas perdre de temps, de nous mettre tout de suite au travail, de décider des initiatives.

Nous allons bien entendu utiliser les réseaux sociaux pour développer nos idées, les mettre à la portée du plus grand nombre.